Canada – United States
Inter-Parliamentary Group

Canadian Section

Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis

Section canadienne

Rapport du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

Réunion annuelle de la « National Conference of States Legislatures » (NCSL)

Louisville, Kentucky (États-Unis d'Amérique)

Du 5 au 7 août 2024

Rapport

Du 5 au 7 août 2024, le sénateur Michael MacDonald, coprésident de la Section canadienne du Groupe interparlementaire (GIP) Canada–États-Unis, a dirigé une délégation de parlementaires au Sommet législatif de la National Conference of State Legislatures (NCSL), qui s'est tenu à Louisville, au Kentucky. Le sénateur Hassan Yussuf et les députés James Maloney, vice-président, Brian Masse, vice-président, l'honorable David McGuinty et Simon-Pierre Savard-Tremblay, vice-président, composaient la délégation, accompagnés de Marie Dumont, conseillère de l'Association.

LES OBJECTIFS DU GROUPE INTERPARLEMENTAIRE CANADA–ÉTATS–UNIS

L'objectif du GIP consiste à trouver les points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, lancer un dialogue sur les éléments de divergence, à favoriser les échanges d'information et à aider les législateurs à mieux comprendre les questions d'intérêt commun. Les membres de la Section canadienne du GIP rencontrent régulièrement leurs homologues fédéraux américains et assistent à diverses réunions des gouverneurs et législateurs d'État.

ACTIVITÉS DU SOMMET ANNUEL

La NCSL a été créée en 1975 par les législateurs et le personnel législatif des États américains afin de servir tous les États et territoires des États-Unis, ainsi que le District de Columbia. Le sommet législatif de la NCSL est son événement phare, qui permet aux participants d'entrer en contact et de collaborer avec les législateurs des États membres.

Comme le souligne le rapport annuel de 2024 de la NCSL, le Sommet législatif 2024 de la NCSL a rassemblé 5 584 participants, dont 808 législateurs inscrits. Parmi les législateurs américains présents, le nombre de participants républicains et démocrates était presque identique. Tout au long du sommet législatif, 78 séances d'information ont été organisées sur des sujets tels que l'intelligence artificielle, les questions internationales, le droit et la sécurité publique, les budgets, les impôts et les pensions, la défense et la sécurité, ainsi que les ressources naturelles, l'énergie et l'environnement.

En tant que législateurs, les délégués ont eu l'opportunité d'assister soit au petit-déjeuner démocrate avec Tom Perez, conseiller principal à la Maison-Blanche, soit au petit-déjeuner républicain avec Mitch McConnell, leader des républicains au Sénat des États-Unis. Le sommet législatif comprenait également une séance générale avec Donna Brazile, stratège politique démocrate, et Kellyanne Conway, stratège politique républicaine, pour discuter de l'élection présidentielle de 2024.

Outre les séances, les délégués ont assisté à une réception intitulée « Rassemblement mondial : un accueil chaleureux pour les délégués internationaux », organisée par les consulats généraux du Canada. En organisant cette réception, les consulats généraux du Canada ont permis aux participants d'échanger avec les législateurs américains ainsi qu'avec des participants étrangers. Le sommet législatif a accueilli 209 participants internationaux de 18 pays. Outre les remarques de Colin Bird, consul général du Canada

à Detroit, les délégués Brian Masse, vice-président, et l'honorable David McGuinty ont prononcé des allocutions de bienvenue au nom du GPI.

Les sections ci-dessous présentent les principaux sujets abordés par les intervenants lors de certaines séances du sommet législatif.

SÉANCES D'INFORMATION

L'intelligence artificielle est arrivée : les États sont-ils prêts?

Jennifer Pahlka, fondatrice de Code for America

- L'intelligence artificielle (IA) soulève plusieurs questions pour les législateurs, notamment celle de savoir si les lois rédigées à l'aide de l'IA doivent en porter la mention.
- L'intelligence artificielle est utilisée aux États-Unis pour prendre des décisions dans le cadre de certains programmes gouvernementaux d'aide sociale. Pour le programme d'aide nutritionnelle supplémentaire (SNAP) et certains autres programmes, le fait de s'appuyer sur l'intelligence artificielle pour prendre de telles décisions a eu pour conséquence que certaines personnes qui devraient être admissibles aux programmes n'ont pas reçu les prestations.

Trèfles et étoiles : renforcer les liens entre les États-Unis et l'Irlande à travers les assemblées législatives des États

Mark Daly, sénateur, Sénat de l'Irlande

- Le caucus des législateurs irlando-américains est une plateforme bipartisane qui favorise les relations entre les législateurs irlandais et américains.
- Les États-Unis et l'Irlande entretiennent des relations commerciales étroites, et l'Irlande se classe au septième rang des investisseurs aux États-Unis.
- La délégation canadienne a indiqué que, lors des prochains sommets législatifs de la NCSL, le GPI pourrait vouloir mettre en évidence les relations entre le Canada et les États-Unis en organisant une séance d'information similaire.

L'utilisation éthique de l'IA dans le secteur public.

Christian Moriarty, professeur d'éthique et de droit, Institut d'éthique appliquée du St. Petersburg College

- L'IA peut accomplir certaines tâches que les humains sont incapables de réaliser.
- L'IA soulève plusieurs dilemmes éthiques, notamment en ce qui concerne la propriété et les droits d'auteur des données fournies au programme, les distorsions inhérentes au programme et la quantité d'énergie nécessaire à son utilisation.

- Une « hallucination » d'IA a conduit un avocat à inclure dans son mémoire des références à des cas de jurisprudence qui étaient tous faux.
- L'IA ne doit pas être considérée comme l'avenir de l'administration, mais comme un outil actuellement utilisé par les pouvoirs publics.

Prévisions économiques pour les États-Unis : Soleil ou nuages?

Joyce Chang, présidente de la recherche mondiale, JPMorgan Chase

- Les États républicains ont attiré 75 % du financement des projets au titre de l'Inflation Reduction Act (loi sur la réduction de l'inflation).
- En fonction de l'issue de l'élection de 2024, il pourrait y avoir une nouvelle guerre tarifaire similaire à celle qui a eu lieu pendant la première présidence de Trump.
- Il est trop tôt pour prédire si les États-Unis se dirigent vers une récession.

10 mensonges et une vérité : la neuroscience au service de la distinction entre les faits et les préjugés

John Medina, biologiste moléculaire, Medina Scientific International

- Le cerveau humain oublie environ 50 % des informations qu'il reçoit. Par conséquent, les êtres humains accordent de la crédibilité aux informations qui sont répétées.
- Les êtres humains ont un préjugé négatif lorsqu'il s'agit de l'information, et ils ont tendance à se souvenir davantage des informations négatives que des informations positives. Par exemple, une personne se souviendra plus volontiers d'une insulte que d'un compliment.
- En raison de ces tendances du cerveau humain, les messages des campagnes politiques ont tendance à être plus efficaces lorsqu'ils répètent des informations négatives.
- Lors d'un discours, le public a 22 fois plus de chances de se souvenir d'une histoire que d'une statistique.
- Les gens sont plus enclins à croire aux théories du complot s'ils se sentent aliénés.

Une façon plus saine de considérer ses adversaires politiques

John Medina, biologiste moléculaire, Medina Scientific International

- La motivation qui relève du *thumos* (terme de philosophie grecque) est le désir de reconnaissance et de valorisation. Ce désir est profondément ancré dans l'être humain et influe sur les divisions politiques.
- En se familiarisant avec une personne, on risque moins d'attaquer ses motivations du *thumos*. En d'autres termes, « plus on connaît quelqu'un, plus il est difficile de le tuer ». La connaissance de ce principe est utile pour aider les républicains et les démocrates à travailler ensemble.

L'âme de la civilité : des principes intemporels pour guérir la société et nous guérir nous-mêmes

Alexandra Hudson, auteure, *Civic Renaissance*

- En ce qui concerne la civilité, les Américains sont divisés. Un groupe suggère que nous avons besoin de civilité pour fonctionner efficacement. Un autre groupe affirme que la politesse fait partie du problème qui divise l'Amérique parce que la civilité n'a pas abouti à la justice. La civilité, qui va au-delà de la politesse, est l'art de l'épanouissement humain lorsqu'il existe des visions concurrentes du bien.
- Les élus peuvent encourager la civilité en rencontrant leurs électeurs dans un cadre non officiel, par exemple en organisant des heures de travail dans un café local.
- Le désaccord est intrinsèque à la démocratie, ce n'est pas un problème. Par conséquent, il est impératif d'apprendre à travailler ensemble de manière civilisée.
- Les gouverneurs de l'Utah et du Colorado, respectivement républicain et démocrate, ont uni leurs efforts pour inciter les citoyens à mieux vivre leur désaccord.

La sécurité collective à l'ère de la mondialisation : l'évolution du rôle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

David Scheffer, chercheur principal, Council on Foreign Relations (États-Unis); et Jovita Neliupšiene, ambassadrice, Union européenne (UE)

- L'Ukraine souhaite adhérer à la fois à l'UE et à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Il est difficile de savoir quelle adhésion sera établie en premier, et laquelle indignera le plus le président russe Vladimir Poutine.
- L'UE a signé des principes fondamentaux que les États-Unis n'ont pas respectés. Par exemple, les États-Unis n'ont pas ratifié le statut de Rome instituant la Cour pénale internationale, les protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève, ni la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, également connue sous le nom de convention d'Ottawa.
- L'UE n'attend pas des États-Unis qu'ils prennent l'initiative, et elle a fait preuve d'audace dans la mise en œuvre de règlements qui améliorent la santé publique. Il serait bon que ces règlements soient uniformisés entre les pays.

Séance générale – Jusqu'à la dernière minute : Donna Brazile et Kellyanne Conway sur le dernier droit avant les élections de 2024

Donna Brazile, stratège politique démocrate, auteure et intervenante dans les médias

- En cette période de polarisation, il est important de connaître les préoccupations des personnes qui se rangent derrière un autre parti. Nous

devons respecter l'autre moitié de la population et apprendre à nous écouter les uns les autres.
- La politique est un moyen de parvenir à une fin. Actuellement, le Congrès américain est « aussi apprécié qu'un traitement de canal ». C'est donc au niveau des États que l'activité politique peut être la plus productive.

Kellyanne Conway, stratège politique républicaine, ancienne conseillère du président des États-Unis

- Le climat politique actuel n'est pas empreint de civilité. Il est important de maintenir la courtoisie pendant cette période.
- Il est possible d'adopter des projets de loi bipartisans. Par exemple, au cours de la première présidence de M. Trump, un projet de loi destiné à lutter contre la crise des opioïdes a été adopté avec 99 voix au Sénat américain.

Dépenses de déplacement

Les dépenses de déplacement associées à cette activité se retrouvent dans le rapport financier de délégation. Ce rapport est disponible dans la section de divulgation financière du site Web de la Diplomatie parlementaire.

Respectueusement soumis,

L'honorable Michael L. MacDonald, sénateur
Coprésident
Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

Richard Bragdon, député,
Coprésident,
Groupe interparlementaire Canada–États-Unis